

## Faits saillants de l'édition 2004/05 des *Perspectives économiques en Afrique*

**Les meilleures performances économiques que l'Afrique ait enregistrées depuis longtemps.** En 2004, l'activité économique en Afrique a progressé de plus de 5 pour cent et si certains pays sont toujours aux prises avec de graves difficultés – notamment la catastrophe humanitaire du Darfour au Soudan, l'effondrement économique du Zimbabwe et les conflits en Côte d'Ivoire et dans certaines régions du Congo RDC – les perspectives sont plus favorables pour la plupart des pays africains qu'elles ne l'avaient été depuis longtemps. Plusieurs facteurs sous-tendent ce redressement : l'expansion mondiale, alimentée notamment par la hausse de la demande de produits de base et un relèvement de leurs cours ; une augmentation significative de l'aide accordée à l'Afrique, portée surtout par des allègements de dette et l'aide d'urgence ; et l'amélioration de la stabilité macro-économique. La croissance a été dopée par la mise en exploitation de nouveaux gisements pétroliers en Afrique australe et centrale, la reprise de la production agricole après la sécheresse qui a sévi dans certains pays d'Afrique australe, centrale et orientale en 2003 et un certain recul de l'insécurité. L'invasion de criquets en 2004, en Afrique du Nord et de l'Ouest notamment, a eu un impact plus faible que prévu. L'inflation est tombée à des planchers historiques, malgré l'envolée des cours du pétrole. La balance commerciale et les finances publiques se sont améliorées dans de nombreux pays, surtout chez les pays exportateurs de pétrole et de minerai.

**Des évolutions timides – mais positives – au niveau de l'aide et des échanges** sont également venues renforcer l'activité économique du continent. L'Afrique est le continent qui a le plus bénéficié de la reprise de l'aide, accordée pour l'essentiel au titre des allègements de dette et de l'aide d'urgence. Le NEPAD, le consensus de Monterrey sur le financement du développement (2002) et la mise en œuvre de l'initiative pour les pays pauvres très endettés (PPTE) – qui a allégé le fardeau de la dette extérieure – ont concentré l'aide au développement sur l'Afrique. Malgré tout, les volumes restent insuffisants pour permettre à la plupart des pays d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) d'ici 2015. Seuls six pays d'Afrique – en Afrique du Nord pour l'essentiel – devraient parvenir à réduire de moitié le nombre de personnes vivant avec moins d'un dollar par jour.

L'année 2005 s'est ouverte sur une série de nouvelles initiatives visant à accroître le niveau et l'efficacité de l'aide. Le rapport sur les PEA évalue ces initiatives et analyse les accords cadres issus des négociations commerciales multilatérales de Doha. Il envisage également les conséquences du démantèlement de l'accord multifibres pour les pays africains exportateurs de textile (dont Madagascar, Maurice et les pays d'Afrique du Nord) face notamment à la concurrence prévisible de la Chine.

**Plus de démocratie, certes, mais toujours autant de corruption.** Le recul des conflits a favorisé le développement de pratiques démocratiques, mais la corruption demeure un phénomène répandu presque partout en Afrique. Les efforts en faveur de la bonne gouvernance se sont intensifiés. A cet égard, le mécanisme africain d'examen par les pairs du NEPAD devrait conduire à une évaluation objective de la situation dans les pays d'Afrique et favoriser les avancées dans ce domaine.

**Le développement du secteur privé est au centre des réflexions.** Les différents pays devront consentir davantage d'efforts pour instaurer un climat propice au développement du secteur privé et favoriser la constitution d'un tissu solide de petites et moyennes entreprises (PME). Les PME africaines souffrent d'un climat des affaires défavorable, d'où l'existence d'un « chaînon manquant » entre les très grandes entreprises (souvent des multinationales) et le secteur informel. L'édition 2005 des *Perspectives économiques en Afrique* met en lumière les obstacles à leur développement, en se concentrant sur la question de l'accès au financement extérieur. Pour favoriser l'émergence de PME et leur croissance jusqu'à une taille optimale, des efforts soutenus seront nécessaires parallèlement à l'adoption d'une approche reposant sur plusieurs volets – un environnement des affaires plus favorable à l'investissement, des capacités accrues à satisfaire aux conditions fixées par les banques et une diversification des solutions de financement proposées par les institutions financières et les grandes entreprises.